

Bulletin d'information

10 – 17 aout 2009

Points saillants

- 1.207 réfugiés et 2.725 déplacés à Obo et Mboki
- Contingent gabonais de la MICOPAX à Paoua
- Situation humanitaire précaire des déplacés de la région de Kabo

Contexte et sécurité

1207 réfugiés et 2725 déplacés à Obo et Mboki

Par suite des attaques des éléments de la Lord's Resistance Army (LRA) dans les villages de Gassimbala (15 Km à l'Est d'Obo) et de Koubou (10 Km à l'Est d'Obo), la majorité des habitants de ces localités ont fui pour s'installer dans la ville d'Obo craignant la violence des affrontements.

Suite au recensement fait par les membres de l'ONG *Jeunesse Unie pour la Protection de l'Environnement et le Développement Communautaire* (JUPEDEC) le 17 aout, il a été recensé 225 personnes déplacées venant de Gassimbala et 281 personnes de Koubou.

Trois des personnes (2 hommes et 1 femme) capturées par les éléments de la LRA à Goubéré lors des dernières attaques afin de transporter leurs butins auraient été libérées le samedi 15 aout au niveau de Kerré II par ces mêmes éléments de la LRA dans leur progression vers le Nord-ouest. D'autres personnes capturées restent encore entre les mains de la LRA parmi lesquelles 2 filles de 13 et de 14 ans capturées au village Goubéré lors de l'attaque qui a coûté la vie à un habitant du dit village.

Toujours selon la JUPEDEC, à ce jour il y a 1207 réfugiés congolais en République Centrafricaine (849 à Mboki et 358 à Obo) fuyant les attaques de la LRA en *République Démocratique du Congo* (RDC) et 2725 personnes déplacées internes venant des villages Gassimbala, Koubou, Ligoua, Goubéré, Dindiri, Kamou, Ndigba pour les mêmes attaques de la LRA dans leurs villages.

Une mission conjointe composée des agences des Nations Unies et d'ONGs nationales et Internationales quitte le mercredi 19 aout pour Obo.

Le but de cette mission est de faire une évaluation des besoins non-couverts et d'apporter une réponse humanitaire aux personnes vulnérables.

Pour plus d'informations : Alexis Mbolinani, JUPEDEC, (236) 70 40 70 42, mbolinani@yahoo.fr

et Joseph Benamse, OCHA, (236) 70 98 82 34, benamse@un.org

Contingent gabonais de la MICOPAX à Paoua

Le lundi 10 août a eu lieu la cérémonie de prise de fonction du nouveau commandant de la *Mission de Consolidation de la Paix en Centrafrique* (MICOPAX), le Général Hector Marie Tcherno, en présence du Président François Bozizé.

Lors de cette cérémonie, le président Bozizé a réaffirmé l'importance de la MICOPAX dans le processus de paix actuel.

Enfin le contingent gabonais de cette force vient de prendre service dans la ville de Paoua (sous-préfecture de l'Ouham-Pendé au Nord-ouest).

Actualités

13 août : Lancement du programme DDR à Paoua

"Le programme de *Désarmement Démobilisation et Réinsertion* (DDR) commence dès ce jour", tels sont les propos du Président de la Centrafrique le Général d'armée François Bozizé le 13 août 2009 à Paoua (Sous-préfecture de l'Ouham-Pendé) lors de la célébration du 49^{ème} anniversaire de l'Indépendance de la Centrafrique.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence de M. Jean-Jacques Démafouth, premier Vice-président du comité de pilotage du DDR et président de l'*Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie* (APRD), un des principaux groupes armés ayant pour fief l'Ouham-Pendé au Nord-ouest du pays.

Selon le Ministre d'Etat en charge de la Communication, M. Cyriaque Gonda, cette première phase qui concerne la campagne d'information et de sensibilisation durera du 13 août au 13 septembre et sera suivie de la 2^{ème} phase qui est l'identification des ex-rebelles.

Toujours selon le Ministre, ce processus du DDR se déroulera dans les 5 préfectures qui sont l'Ouham, l'Ouham-Pendé, la Haute Kotto, la Vakaga et la Nana-Gribizi et concernera 6.000 à 10.000 ex-rebelles. Il a ajouté que le calendrier prévu pour ce processus de DDR est sur 36 mois.

Droits de l'homme pour les leaders d'orphelinats

"Mieux comprendre les besoins des orphelins", tel est le thème de la formation débuté le lundi 17 août à l'intention d'une quarantaine d'encadreurs et leaders d'orphelinats de la ville de Bangui. Cette formation organisée par l'ONG *Action Chrétienne pour la Compassion* (ACC) en partenariat avec le *Bureau des Nations Unies en Centrafrique* (BONUCA) vise à renforcer les capacités de ces leaders par la méthodologie et l'approche participative.

Cette formation vise aussi à faire connaître aux leaders les principes fondamentaux des droits de l'homme.

Selon la présidente de l'ACC, Mme Boubandé, "vu les contextes actuels marqués par des conflits armés à répétition dans certaines zones de notre pays, nous pensons qu'il est urgent d'engager une vaste campagne de sensibilisation des leaders afin de les doter et les outiller des connaissances suffisantes sur les droits de l'homme, ainsi pour une lutte généralisée contre toutes les formes de violence et de violation de ces droits".

Toujours selon elle, "cette formation aidera à redonner espoir aux femmes en situation difficile et les Orphelins et Enfants rendus Vulnérables (OEV)".

Humanitaires

Promotion du respect des droits des femmes

Dans le cadre du projet d'amélioration de la promotion et du respect des droits des femmes (financé par le Fonds de Consolidation de la Paix), une formation sur les droits des femmes a débuté de juin à septembre dans la ville de Paoua. Cette formation est organisée par le *Danish Refugee Council* (DRC) et dispensée par l'*Association des Femmes Juristes de Centrafrique* (AFJC). Elle est faite à l'endroit de plus de 2.000 membres des différentes associations appuyées par DRC entre autres dans les domaines d'activités génératrices de revenus, d'agriculture et d'élevage dans la région de Paoua.



« Formatrices et participantes lors de la formation »

Les différents points débattus lors de cette formation sont les droits de l'homme, les droits des personnes déplacées, les droits de la femme et la loi portant protection de la femme contre les violences en RCA.

Lors de cette formation, un accent a été mis sur l'approche participative avec des exercices. La formation prendra fin par la mise en place d'une clinique juridique avec des para-juristes qui dispenseront à la population les renseignements, soutien et conseils lors des campagnes

d'informations afin de lutter contre les violences sous toutes leurs formes.

A la fin de cette formation de Paoua en septembre, une autre sera ouverte à l'endroit de plus de 1.000 autres femmes des associations soutenues dans la région de Ndélé (Sous-préfecture de la Bamingui Bangoran au Nord-est du pays) avec pour finalité la création de la clinique juridique dans la région de Ndélé comme le cas de la région de Paoua.

Pour plus d'informations : Pascale Meric, DRC, (236) 72 71 90 06, pascale.meric@drc.dk

Situation humanitaire précaire des déplacées de la région de Kabo

Une mission conjointe OCHA et HCR s'est effectuée du 9 au 12 août dans la région de Kabo (Sous-préfecture de l'Ouham dans le Nord du pays). Le but de cette mission est de faire l'évaluation des besoins humanitaires sur place afin d'y apporter une réponse.

Des constats faits, dans le camp des déplacées de Bokayanga qui ont fui à 7 Km dans la brousse, et des déplacées de Kengar (à 18 Km de Kabo) ainsi que des autres déplacées de la région, ces déplacées ont affirmé constater une amélioration sécuritaire depuis la signature de l'accord de paix entre le *Front Démocratique du Peuple Centrafricain* (FDPC) et le gouvernement.

Sur le plan humanitaire, les conditions d'eau et d'assainissement demeurent précaires, des cas de décès et de maladies dus à la consommation d'eau insalubre et non potable sont à noter. Plusieurs besoins ont été exprimés en termes de sécurité alimentaire, d'éducation et de santé par les personnes déplacées.



« Enfants au camp des déplacées de Bokayanga »

Pour plus d'informations : Sylvain Yakara, OCHA, (236) 72 71 55 49, yakara@un.org

Pour toutes informations, veuillez contacter: UN OCHA RCA | Boris Ngouagouni, ngouagouni@un.org +236 70.18.80.61